La Commune

Qui veut la fin, veut les moyens

L'édito de La Commune

Conspués et brocardés par une immense majorité de la population, Hollande et Valls iront-ils jusqu'à utiliser l'arme absolue du 49-3 pour faire passer la loi Travail ? Rien n'est exclu. En effet, Valls vient de déclarer qu' « *il ne faut jamais renoncer à un moyen constitutionnel* » et a prévenu : « *nous verrons la semaine prochaine [9 au 13 mai], mais ce texte doit passer* ». Comprendre, que ce texte « doit passer » coûte que coûte et quel qu'en soit le prix politique à payer.

En définitive, il ne reste plus à ce gouvernement au pied d'argile que le recours à la matraque, celle qui cogne lourdement les manifestants et celle anti-démocratique du 49-3.

Le mouvement actuel pour le retrait de la loi El Khomri est la forme que prend la volonté politique des travailleurs et des jeunes d'en finir avec ce gouvernement, ses réformes, sa politique et son régime.

Dès lors, comment un gouvernement aussi isolé, aussi détesté peut-il donc proclamer : la loi El Khomri, vous l'aurez ! Qui lui autorise cette arrogance ? La réponse à cette question réside dans la politique des directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier.

Les directions politiques ? Elles n'ont d'yeux que pour les élections de 2017, alpha et oméga de leur plan de sauvetage des institutions pourrissantes.

Les directions syndicales ? Là où les masses exigent des confédérations un appel et l'organisation de la grève générale, celles-ci répondent par des appels aux grèves saute-mouton et à des « temps forts » ponctués de longs « temps morts ». Là où les travailleurs expriment leur besoin d'unité et de solidarité, les confédérations répondent par la division et le cloisonnement des mots d'ordre et des grèves, comme c'est le cas à la SNCF.

Ainsi, le 3 mai 2016, date de l'ouverture du débat parlementaire, de la tribune du meeting parisien aux Invalides, Philippe Martinez, le chef de la CGT, clamait « *on ira jusqu'au bout* ». Jean-Claude Mailly, le patron de FO, appelait au « *retrait du texte* »... Très bien. Mais l'un et l'autre refusent obstinément, comme en 2003, comme en 2010 (pour les retraites) d'appeler à la grève générale, tous ensemble, au même moment, pour obtenir par la grève interprofessionnelle reconductible le retrait sans conditions de la loi El Khomri !

Pour Martinez, il est urgent de « *remettre les compteurs à zéro* » afin de « *discuter pour qu'il y ait un vrai dialogue social* ». Mailly, appelle les « *parlementaires à prendre leurs responsabilités* » et demande que la loi soit soumise à un « *référendum auprès des Français* »... « *Dialogue social* », « *référendum auprès des Français* » (et les non-Français ?).

Discuter avec ce gouvernement ? Il n'y a rien à discuter ; il faut le retrait total de la loi travail, un point, c'est tout ! Un référendum ? La question du Code du travail, de sa sauvegarde ne regarde que les salariés face aux employeurs et à l'Etat. Non, la loi El Khomri n'est pas une question « citoyenne ». Ces directions syndicales, par leur attitude et leur « stratégie », donnent au gouvernement le répit nécessaire à l'adoption de cette loi scélérate.

Mais, rien n'est joué : en effet, personne ne se hasarde au moindre pronostic concernant le développement de la situation. Et pour cause, au jour le jour, la lutte des classes imprime de sa marque les événements et

leur accélération. D’ores et déjà, il est acquis que les dégâts politiques sont irréparables pour Hollande, Valls, tous leurs séides dans et hors le gouvernement et pour le régime de la V^{e} République.

Cette loi du « marché du travail » ne doit pas passer. Martinez, Mailly, vous dites que vous voulez le retrait de cette loi, en bloc et en détail. Qui veut la fin, veut les moyens. Alors, appelez : appelez haut et clair à la grève générale, avec l’intersyndicale !

Wladimir Susanj,
07-05-2016

Modifié le dimanche 08 mai 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n’aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n’aura été aussi fort comme en atteste l’explosion de l’abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d’une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)1 a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »

Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »